

me lever. Il ne s'en tirera certainement pas en ayant recours à de tels moyens.

M. SANDERSON: Je m'assieds.

L'hon. M. STEVENS: J'attendais que mon honorable ami eût suivi l'usage établi dans les débats et se fût assis pour me lever à mon tour. Il y a une réponse et une réponse bien précise. Tout d'abord ce serait la chose la plus extraordinaire du monde si l'honorable Howard Ferguson ne possédait pas des renseignements plus à la page que moi sur ce qui se passe en Angleterre; je n'en doute pas du tout parce qu'il est très actif et se tient absolument au courant de tout ce qui se passe là-bas. Le comité trouvera peut-être intéressant que je lui donne la substance d'un câblogramme que nous avons reçu de nos propres fonctionnaires à Londres. Il y est dit que le gouvernement a déjà pris des mesures pour diminuer les importations de bacon des pays d'Europe d'environ 20 p. 100, à compter du 22 novembre à minuit, et que les prix des produits danois et canadiens ont déjà été augmentés de 4 shillings le quintal. Je ne rapporte pas cela, et je prie mes honorables amis de l'autre côté de ne pas interpréter mes paroles comme voulant dire que nous allons entrer dans une période de prospérité imaginaire. Je vous expose un simple fait. Il indique bien, je crois, que nous pouvons accepter cette disposition comme devant être avantageuse pour le commerce du Canada.

M. SANDERSON: Je n'avais pas du tout l'intention d'être discourtois envers le ministre. (*Exclamations.*)

Je dirai aux honorables députés d'en face que je n'ai pas de leçon à recevoir d'eux. Apparemment le ministre n'est pas très sûr que le haut commissaire à Londres ait plus de renseignements qu'il n'en a lui-même. Il y a quelques jours, le ministre de l'Agriculture d'Ontario, le colonel Kennedy, a prédit un très brillant avenir pour les éleveurs de porcs. D'après lui, dans un an ou deux, cette industrie se sera décuplée, deux fois décuplée et arrivera au point,—il est probablement prophète ou fils de prophète,—où, par suite de cet admirable traité, les agriculteurs d'Ontario seront capables d'acquitter leurs taxes avec des revenus que leur procurera l'élevage du porc. Peut-être avait-il des renseignements que le ministre du Commerce ne possède pas.

Il y a quelques instants, le ministre a dit que ce débat était futile; je crois qu'il a raison. Il n'y a pas un seul engagement dans l'article 6 qui ait quelque avantage pour les éleveurs de porcs au Canada. C'est de la bouillie pour les chats. Peut-être en sortira-t-il quelque chose, mais, en attendant, cela ne

signifie rien. Le ministre et ses partisans disent: Voyez ce que le Gouvernement a fait pour les agriculteurs du Canada. Il y a quelques instants, il a cité des chiffres, et, à ce propos, je tiens à lui dire que samedi, dans le comté de Perth, les agriculteurs ne recevaient que 2c.9 la livre pour leurs porcs. C'est le plus bas prix qu'on ait jamais vu dans l'Ontario. Pourtant le Gouvernement se présente au Parlement, avec pas même une demi-mesure pour cette importante industrie. Il aurait bien mieux valu remettre à plus tard cette soi-disant aide à l'élevage du porc, car je dois dire au ministre du Commerce et au premier ministre que je suis heureux de voir à son siège, que les cultivateurs d'Ontario sont fatigués, repus des promesses que lui fait le Gouvernement. Ils veulent que le Gouvernement remplisse quelques-unes de ces promesses. S'il n'a pas autre chose à offrir aux éleveurs de porcs d'Ontario que ce traité, il apprendra bien vite qu'il ne signifie rien.

Certes oui, ce débat est futile, mais ce n'est pas la faute de l'opposition; c'est celle du Gouvernement, qui présente un article qui ne signifie rien. Il y est dit simplement que si telle chose se produit, ou si le commission fait par hasard un rapport dans tel ou tel sens, le Royaume-Uni pourra peut-être prendre une certaine quantité de bacon et de jambon canadiens aux cours du marché mondial. L'article n'offre aucun soulagement, aucun espoir aux cultivateurs d'Ontario. Je fais cette assertion malgré tout ce que peuvent en dire le premier ministre, le ministre du Commerce, le ministre de l'Agriculture ou ce grand Mogol, le haut commissaire à Londres.

M. POULIOT: Monsieur le président, je vais venir au secours de l'honorable G. Howard Ferguson et expliquer pourquoi il a donné une entrevue aux journaux. Voici ce que je trouve à la page 14 de la *Gazette* de Montréal de samedi dernier:

Le haut commissaire, dit le *Financial Times*, prédit que les agriculteurs du Canada vont être plus prospères qu'ils ne l'ont été depuis longtemps, et que le contingentement des importations de bacon en Grande-Bretagne va leur être plus utile que toute autre chose.

La raison pour laquelle M. Ferguson a fait cette déclaration, c'est qu'il est agriculteur. Sur sa ferme, là-bas à Kemptville, il a de belles perspectives en fait d'élevage de porcs. (*Exclamations.*)

Pourquoi protester? Je le défends de toutes mes forces.

L'hon. M. MOTHERWELL: Monsieur le président, je ne veux pas prolonger le débat, mais je tiens à reconnaître qu'en déposant le rapport de la commission anglaise sur l'indus-